

Philippe Herzog

L'Europe a-t-elle un avenir ?

**Leçon inaugurale
à l'École des Ponts ParisTech,
le 31 août 2011**

S o m m a i r e

Préface d'Alain Maruani, président du département de première année de l'École des Ponts ParisTech	p. 4
Leçon Inaugurale : L'EUROPE A-T-ELLE UN AVENIR ?, Philippe Herzog	
Introduction	p. 9
<i>Première partie</i>	
<i>Renaissance culturelle et réinvention de la démocratie</i>	
1 - Des valeurs, ça se renouvelle et ça se prouve, ou ça périclité	p. 11
2 - Le projet politique européen est-il pertinent à l'heure de la mondialisation ?	p. 14
3 - La démocratie européenne sera une création sui generis et non la reproduction des démocraties nationales	p. 17
<i>Deuxième partie</i>	
<i>Les perspectives d'un new deal européen et d'une confédération européenne solidaire</i>	
1 - Comprendre la crise systémique	p. 21
2 - Assainissement et investissement, une contradiction à résoudre	p. 22
3 - Résoudre l'équation compétitivité/solidarité, un deuxième dilemme majeur	p. 26
4 - Face au danger de désintégration de l'Eurozone, de nouvelles options se font jour	p. 27
5 - Les perspectives d'un New Deal (un nouveau compromis historique)	p. 28
6 - L'intégration économique appelle une relance de l'intégration politique, entre Confédération et Fédération	p. 32
7 - L'Europe doit relever le défi de l'altérité pour participer aux mutations du monde	p. 36
Conclusion	p. 37
Annexes	
Présentation de <i>Confrontations Europe</i>	p. 39
Liste des numéros précédents de l'Option	p. 39

P r é f a c e

Confluences : une école, une leçon, un maître

Le mythe rapporte que la nymphe Europe, perdue dans les turbulences d'une histoire d'amour inachevée n'eut guère le loisir de sillonner le continent auquel elle donna son nom.

Le temps a passé ; Olympe, Parnasse et autres lieux résidentiels sont désormais vides ; peut-être parce que leurs occupants n'ont jamais eu de réalité ; certainement parce que l'on a cessé de croire en eux. L'Europe, par contraste, construit elle-même son histoire, elle est en devenir et de ce fait promise à un avenir, sur lequel Philippe Herzog s'est interrogé, à l'occasion d'une « Leçon inaugurale » de l'École Nationale des Ponts ParisTech.

Le cycle des cinq leçons inaugurales constitue la première rencontre de l'école avec les élèves de première année. Voici que s'esquisse pour eux une transition de format de scolarité, entre une culture axée sur le développement des savoirs et une culture tendue vers la réalisation et la satisfaction de demandes de clients ou d'usagers. Voici que se présentent à eux de prestigieuses personnalités qui non seulement véhiculent mais encore produisent le savoir. Et, si l'univers des savoirs s'enrichit et se déploie, voici qu'un univers de certitudes est mis en question par le questionnement, par l'incertain, par l'incomplet, par le complexe et par la conjecture. Le juste ou faux selon un critère unique s'estompe au bénéfice d'un compromis mieux ou moins bien au regard d'un ensemble pondéré de considérations.

C'est, pour l'institution et les élèves, l'occasion des premières présentations et des premières affirmations d'identités et de revendications. De ce point de vue, l'école se présente comme un reflet de la Société et ne se laisse pas réduire en une détermination unique : organisme diplômant, établissement de recherche, mini bureaucratie jouissant d'une forme d'autonomie décentralisée, élément de marché, service public, lieu de transmission de savoirs et d'élaboration de compétences...

La notion de valeur est ici une notion première. Nous pensons tous avoir de



ces idées fortes qui guident notre vie. Une valeur peut se révéler à partir des actions passées, mais aussi guider une action à venir. Nous sommes tous imprégnés par des fondamentaux qui nous unissent, Liberté, Égalité et Fraternité par exemple, mais aussi beaucoup d'autres, enfouis dans les couches profondes de chacune de nos consciences.

Nous avons une idée du rôle de l'ingénieur dans la société. L'École des Ponts ParisTech inclut dans ses fonctions de former des individus capables de s'adapter et d'être présents dans un monde complexe, lieu de croisements d'intérêts économiques, sociaux et environnementaux, de cultures, de disciplines ; monde en mutation aussi, siège d'instabilités, heureuses ou redoutables. Notre ambition est d'être une piste d'envol pour ingénieurs capables de construire et de réussir ces croisements. Il faut pour cela, des fils d'Ariane.

Ces fils, les valeurs, se doivent d'être pertinents (et non pas vaguement consensuels). Ils polarisent (mais ne déterminent pas) l'action, ils sont à la fois inaperçus et repérables, en ceci qu'ils indexent toute activité ; ils sont intelligibles, ce qui les distingue du dogme ; ils sont dotés de temporalité. La cohérence entre les fondamentaux, la stratégie et les structures exige la synchronisation de constantes de temps disparates, de la prise de décision critique à la durée d'élaboration d'une stratégie. L'équilibre entre ces trois pôles ne saurait donc être que dynamique.

La technique, centrale dans notre enseignement, demande un temps de réponse rapide devant les pratiques professionnelles : pédagogiques, scientifiques, technologiques, industrielles, stratégiques, commerciales... Les valeurs demandent à s'inscrire dans un temps long, celui de la pérennité de l'institution, celui de la vision à long terme, celui d'une identité qui s'interdit d'être ballottée au gré du tempo des politiques. L'identité de l'école passe peut-être aussi par des silences, partagés et non répressifs, puisqu'ils expriment une intériorisation, admise, acceptée, sans obligation ni injonction. Le repérage de valeurs ne saurait être la réponse à une velléité d'affirmation d'image. Il relève de l'identité collective, laquelle se constate plus qu'elle ne se promeut. Le système ne révèle (au sens photographique, un peu désuet aujourd'hui, du terme) le « non-dit », qu'en cas de crise. La crise, ici, c'est la situation qui précède un changement significatif. Le sens n'est donc pas dans la fixation sidérante des termes, mais dans leur insertion dans un processus. Pour autant, la notion de légitimité s'impose avec une nécessité subreptice : à ceux qui douteraient de l'acuité de la question de la légitimité demandons en quoi le monde serait changé si l'École Nationale des Ponts et Chaussées venait à disparaître. L'équité est

aussi une notion au maniement délicat : comment, pour un but convenu, articuler le respect de la règle qui s'applique à tous (et refuse la flexibilité) et la prise en compte d'identités hétérogènes et de situations propres ? La dialectique entre la pensée et l'action est un enjeu central entre le Charybde du bel échafaudage, théorique et inopérant, grand producteur de slogan et le Scylla du strictement opérationnel, soi-disant existentiel mais en réalité frivole. La réalité exige l'acceptation de phases d'incompréhension dues aux différences, le droit à l'erreur (la sienne et celle de l'autre). Elle sollicite l'imagination et accommode le doute.

On ne saurait éluder le fait que le cadre de ce programme est peuplé de symptômes de peurs diffuses, liées aux transformations de notre environnement, à des remises en cause de missions de service public de l'État, à des directions et décisions prises pour l'avenir. Un peu d'introspection sans complaisance ne fait pas, à ce stade, de mal. Il s'agit, sans être inquiet, de ne pas se satisfaire béatement du présent, d'avoir la force du doute et l'audace de l'anticipation. Il s'agit pour ce but de se munir d'outils et de se forger des compétences. Et voici : une large culture scientifique, garante du développement et de l'innovation, une capacité à croiser les disciplines, garante de la possibilité d'affronter l'inédit et une intelligence du Monde et des relations, garante de la pertinence dans l'animation d'équipes et dans les prises de décision.

Un ingénieur doit ainsi posséder une culture métissée ; il doit pouvoir comprendre les termes et les méthodes d'experts de différents domaines, sans nécessairement maîtriser les arcanes de leurs techniques respectives ; il n'a pas vocation à être excellent dans tout domaine de sa formation, mais il doit avoir une vision globale des choses.

Un étudiant doit apprendre à appréhender la façon dont on analyse un problème complexe, mal posé, apprendre à rassembler l'information pertinente, la digérer, voire l'adapter.

Un élève ingénieur doit utiliser le temps passé à l'École pour son développement personnel. Cette progression passe par l'octroi de temps pour participer à des activités associatives, développer son appétence pour la musique, le théâtre, l'art, la littérature, la politique.

Au service de ce programme, nous sommes hantés par la qualité pédagogique, la qualité scientifique et la recherche de l'excellence. Sous peine de ridicule, nous devons proscrire ici l'auto-proclamation. Ces objectifs se nourrissent de valeurs éducatives et pédagogiques comme la responsabilisation, la confiance et l'écoute ; elles se préoccupent d'une multitude d'enjeux, fédérés par la notion de ce que l'on nomme en France Développement Durable. Ces valeurs

sont mises en œuvre par un dispositif qui produit 350 modules scientifiques et techniques, plus de 210 modules de langues et une trentaine de modules de formation au management international ; ce dispositif inclut huit départements, plus de 1 200 vacataires, 180 responsables de modules et plus de 230 chercheurs : la formation par la recherche est un élément substantiel de notre chantier. Naturellement, l'efficacité du fonctionnement est assurée par plusieurs services spécialisés.

Tout cet ensemble nous focalise vers une sorte de sagesse épicurienne, celle qui proclame que le bonheur, c'est d'être un bon compagnon pour soi-même. Ce bon voisinage autoréférentiel rend heureux de servir l'intérêt général et de tenter de répondre aux attentes de tous ceux pour et par qui l'École Nationale des Ponts et Chaussées existe et finalement d'avoir le droit de commettre la grande erreur qu'est l'espoir.

On l'aura compris, l'école est un microcosme où certaines des problématiques discutées par Philippe Herzog se retrouvent telles quelles, ou avec l'adaptation requise par les changements d'échelle et d'enjeu. Chaque élément de son discours, outre sa logique interne, son intérêt propre et son autonomie au sein du sujet traité, entre en résonance avec nos revendications.

La fresque éclairante, passionnée et passionnante que l'on va lire ne saurait laisser indifférent devant l'engagement. Réunis sous le même personnage qui transcende chacun d'eux, le professeur, l'élue, le chercheur, le pédagogue et l'orateur ont agencé leurs efforts et uni leurs talents ; ils ont captivé l'auditoire, ce qui ravit mais ne surprend pas. Un dialogue diachronique entre quelques-uns des grands penseurs de l'Humanité a aussi pris force et vigueur, non pas sur le mode spéculatif mais, à l'appel du conférencier, sur le mode opératif.

Le débat qui a suivi l'exposé l'a montré : les élèves ne s'y sont pas trompés, qui ont reconnu devant eux un homme qui ne sépare pas l'idée d'un Monde meilleur de sa réalisation. Qu'ils lui emboîtent le pas.

Alain Maruani

Président du département de première année
École des Ponts ParisTech

I n t r o d u c t i o n

L'Europe a-t-elle un avenir ?



La tempête financière de l'été nous rappelle que la crise est loin d'être finie. Sa gestion politique est critiquée de tous côtés, les dirigeants perdent leur crédit, l'incompréhension des responsabilités individuelles et collectives à prendre prédomine. Nos systèmes démocratiques et l'Union européenne sont profondément ébranlés. Mieux

on comprend les enjeux, moins on a peur. Il faut comprendre pour agir. C'est le moment de la pédagogie politique, pour citer Robespierre : « éclairer les consciences pour réveiller leur courage ».

De là surgit la question : « L'Europe a-t-elle un avenir ? ». Chacun de vous doit se la poser, car pour l'essentiel votre génération devra y répondre. Les propos que je vais vous présenter sont soumis à votre réflexion : ils reposent sur l'expérience que j'ai accumulée avec l'association Confrontations Europe et dans mon action au Parlement européen prolongée aujourd'hui à la Commission européenne comme conseiller de Michel Barnier. Plus que jamais il s'agit de transformer le monde.

La crise est autant culturelle et politique, qu'économique et financière. Les excès du marché et les défaillances du politique s'entretiennent mutuellement. Et la force politique d'une nation ne repose pas seulement sur son gouvernement, mais tout autant de la société dont il émane. Force est de constater que nous sommes dans un pays où prédomine le « je fais ce que je veux » au détriment de l'esprit collectif, où l'on demande tout à l'État sans se poser la question du partage de responsabilités, et où la représentation s'abîme en batailles épuisantes pour l'accès au « Sommet ». Il faut donc nous interroger sur le ciment éthique et humaniste qui devrait réunir les membres de la société, ou pour prendre une autre image, sur l'ancre civilisationnelle nécessaire pour accomplir en commun des tâches difficiles mais potentiellement exaltantes.

Renaissance culturelle et réinvention de la démocratie sont indissociables, ce sera l'objet de la première partie de mon exposé. Le défi est français, il est européen et mondial. Car l'enjeu a radicalement changé d'échelle à l'heure de la révolution informationnelle et de la mondialisation.

D'immenses progrès d'éthique, d'intelligence et d'organisation sont néces-

saires à tous les niveaux pour réhabiliter l'environnement, repenser le développement, partager le même monde. C'est seulement en acceptant de s'immerger dans la mondialisation pour contribuer à la civiliser que l'Europe pourra s'unir et refonder une espérance, en dépassant le modèle politico-institutionnel mis en place depuis la Deuxième guerre mondiale, et en acceptant l'épreuve de l'altérité et de la coopération avec les autres régions du monde. Une démocratie communautaire est indispensable. Elle ne saurait reposer sur une simple projection des clichés nationaux ni sur un simple compromis entre les nations, elle reposera sur leur rapprochement et sur le partage des souverainetés. Le temps de l'innovation démocratique est devant nous. La deuxième partie de mon exposé sera consacrée aux finalités et aux tâches concrètes. Pour sortir de la crise financière, économique et sociale actuelle, il faut tout à la fois organiser une longue cure de désendettement, en partager le coût, et construire une nouvelle croissance fondée sur un renouveau des biens publics. La perspective d'un New Deal européen commence à s'esquisser, il faut la mettre en pleine lumière. Elle est inséparable d'une nouvelle étape de l'intégration politique. Former une coalition d'États suffisamment forte pour faire face aux marchés et les discipliner, mobiliser les initiatives et solidariser les peuples : tel est le but. D'où la nécessité de consolider l'Eurozone et de bâtir une confédération européenne où la mutualisation des choix collectifs et des politiques sera beaucoup plus forte. ■■

Renaissance culturelle et réinvention de la démocratie

1 - Des valeurs, ça se renouvelle et ça se prouve, ou ça périlite

L'Europe a-t-elle toujours une valeur pour vous ?

Cette question n'est pas anodine. On a l'impression que chez beaucoup de nos concitoyens, l'indifférence prédomine. Mais nuance : indifférence par rapport à la vie des institutions communautaires sans doute. Indifférence par rapport au devenir de l'Union européenne, je n'en suis pas sûr. Et je pense même qu'il y a en profondeur le sentiment d'une perte et une demande de renouvellement du sens. Malheureusement elle ne trouve pas aujourd'hui à s'exprimer publiquement, et elle ne s'incarne pas dans des visions et dans des modèles, en raison de la défaillance très grave du système éducatif, informationnel et politique.

La valeur de l'Europe repose d'abord sur la valeur de sa civilisation. Or le risque d'indifférence vis-à-vis de la civilisation européenne n'est-il pas une réelle menace ? Permettez-moi de citer Jean-Jacques Rousseau qui, dans *L'Emile* déplorait le manque d'intérêt pour la vie de l'esprit et la transcendance : « L'indifférence... ressemble à la tranquillité de l'État sous le despotisme ; c'est la tranquillité de la mort ; elle est plus destructrice que la vie même ». Aujourd'hui l'indignation fait contrepoids à l'indifférence. Elle peut nourrir des révolutions démocratiques, en particulier dans le monde arabe, mais ici elle peut être négative si elle n'est pas constructive, si elle n'accepte pas l'épreuve d'un dialogue loyal et d'une délibération publique à l'opposé de la violence stérile.

Inspirons-nous de la sagesse du Talmud : « *quand tu ne sais pas où tu vas, demande-toi d'où tu viens* ». En Europe, théologiens et philosophes s'accordaient jadis sur « la corrélation des transcendants », – le UN, le VRAI, le BIEN. Pour le christianisme comme pour l'humanisme, ils étaient indissociables, le ciment d'une civilisation. Le « UN » : l'Europe était cet espace où par-delà les violences et les rivalités, on affirmait la valeur fondamentale de la vie, l'égalité des hommes et l'unité de l'humanité. Le VRAI : cet espace était animé d'un vouloir savoir acharné à connaître le monde et à tirer de la science des conséquences pratiques pour y mieux vivre.

Le BIEN : il comprenait que le ciment d'une société repose sur le partage d'une éthique et impose la recherche du bien commun. Cette culture inspire encore la conception de l'université selon Karl Jaspers, président de l'Université de Heidelberg après la Deuxième guerre mondiale : pour lui l'université est à la fois une école spécialisée, un univers d'éducation et une institution de recherche. Recherche, éducation, et aptitude à la mise en œuvre pratique du savoir forment un tout : « il est impossible d'isoler une seule finalité sans anéantir la substance spirituelle de l'université et sans s'atrophier soi-même. Les trois finalités sont les moments d'un tout vivant ».

Le combat pour l'unité de la culture européenne est séculaire. Son fondement et son but sont dans Saint-Paul : « *il n'y a plus hommes ni femmes, ni juifs ni grecs, ni maîtres ni esclaves, nous sommes tous frères...* ». Il se renouvelle avec Jean-Jacques Rousseau : « *il n'y a plus aujourd'hui de Français, d'Allemands, d'Espagnols, d'Anglais, quoiqu'on dise, il n'y a plus que des Européens* ». Et encore Montesquieu : « *si je savais une chose utile à ma nation qui fut ruineuse à une autre, je ne la proposerais pas à mon prince, parce que je suis homme avant d'être français, parce que je suis nécessairement homme et ne suis français que par hasard* ». Vous captez là en trois citations, tout le sens de l'Europe.

Loïn de moi l'idée que ces valeurs ont disparu, au contraire elles demeurent vivaces aujourd'hui. Mais des valeurs, ça se travaille, ça se renouvelle, ça se prouve dans des actes, ou ça dépérit. Des penseurs d'exception ont alerté au siècle dernier sur la crise de la culture européenne. Le nihilisme a beaucoup progressé depuis plus d'un siècle, la vie est souvent conçue comme quelque chose de contingent, la crise de l'école est une réalité. Ses contenus véhiculent plus des techniques que l'éveil à une civilisation et à une œuvre en société. Et à mon avis, l'humanisme est plus présent dans des films indiens, japonais ou iraniens que dans les nôtres. Certes, il n'est pas question de défendre la civilisation européenne comme une essence intangible et immortelle ; pas du tout. Mais nous devons nous rendre capables de la renouveler en profondeur. L'universalisme de demain ne sera pas la projection du nôtre, il sera mondial, tissé et partagé à partir des contributions et des dialogues de toutes les civilisations. C'est pourquoi il ne faut pas laisser s'écrouler la nôtre, extirpons ses tares mais développons ses vertus : il faut consentir l'effort de la renouveler.

La demande latente actuelle de renouveau du projet politique européen doit aussi se situer dans la longue histoire. Cette tradition trouve sa souche chez les prophètes juifs, qui ont ouvert une nouvelle conception du temps, une flèche vers l'avenir, en rupture avec les conceptions antérieures de la

temporalité circulaire associée à l'harmonie entre la nature et les hommes. À partir du xv^e siècle, elle devient obsession, il faut changer le monde et réaliser le paradis sur terre. Après maintes visions et expériences millénaristes, Karl Marx est l'incarnation de cette volonté. Mais les « religions politiques » ont fait faillite au xx^e siècle. Faut-il pour autant que tombe en miettes la volonté d'une meilleure organisation économique et politique du monde ? Tout au contraire, nos responsabilités vis-à-vis du devenir de la planète et de l'humain doivent nous conduire à ressourcer les forces de l'esprit et renouveler les engagements. Il ne faut pas se contenter d'exporter des « valeurs » du marché, il faut promouvoir des biens publics mais sur d'autres fondements que ceux de la République française. Il ne faut pas se contenter d'exporter les valeurs de la démocratie représentative en négligeant le fait qu'elle s'est sclérosée dans l'espace national, il faut inventer une démocratie européenne voire mondiale où reculeront les égoïsmes nationaux. Car si l'Europe a été une civilisation partagée en raison d'un travail séculaire sur l'éthique de la justice, puis de l'égal accès des hommes aux choix publics, son organisation repose sur un profond fractionnement entre des États-nations rivaux. Et même si un « concert » des nations a été conçu à grand prix après le Traité de Westphalie, l'identification des citoyens à la nation a reposé sur un principe d'exclusion des autres. Il y avait le cercle des amis intérieurs et le cercle des ennemis à l'extérieur. L'Europe a coulé dans les guerres mondiales du xx^e siècle dont elle est responsable.

Jusqu'à ce sursaut de civilisation : après plusieurs siècles de projets visionnaires et d'efforts politiques, des dirigeants éclairés sont parvenus à créer une Communauté européenne. Elle a permis d'endiguer la violence de ces rivalités et de créer les conditions d'une paix « perpétuelle », selon les mots d'Emmanuel Kant, fondée sur la réconciliation, le pardon, la promesse de la justice et du progrès. Mais entre Européens seulement. Cette œuvre immense qui est un palier vers une paix mondiale, est menacée aujourd'hui de dislocation. Alors faut-il faire preuve d'indifférence, voire de rejet, ou plutôt la réinvestir, en faire l'objet d'une nouvelle œuvre individuelle et collective ?

Vous connaissez ma réponse. À vous de juger.

Un effort de renaissance de notre projet éducatif est la priorité. Permettez-moi de rappeler que l'invention d'une éducation européenne à partir du XIII^e siècle a précédé la renaissance culturelle et la construction politique ultérieure. Aujourd'hui étroitement et terriblement nationale dans ses contenus et ses préjugés, l'éducation doit s'ouvrir impérativement au grand air des mutations du monde, du dialogue des cultures, des mutations de

l'entreprise et de l'emploi. La coopération entre l'école et les entreprises est un besoin fondamental ; aussi aux trois missions de l'université qu'évoquait Karl Jaspers, on peut ajouter la contribution à l'insertion des jeunes dans l'emploi et à l'innovation dans l'entreprise. L'Union européenne est d'ores et déjà un catalyseur des changements, mais il est beaucoup trop faible, parce que depuis le Traité de Rome les nations ont refusé de traiter l'éducation comme un sujet d'intérêt commun. Il est temps de lui donner mandat, de multiplier les échanges des maîtres et des élèves non seulement pour l'université, mais dès l'école primaire et a fortiori secondaire. L'Europe de l'éducation doit s'incarner dans de nouveaux modèles, des contenus ouverts au monde et à l'entreprise, des cursus et des labels communs. Et pour cela susciter l'initiative de terrain et la mise en réseau transnationale des établissements. Ainsi pourrons-nous restaurer la foi et l'esprit des humanités, pour mieux répondre aux besoins d'aujourd'hui, y compris affronter la compétition mondiale, mais dans un esprit de coopération. Les systèmes scolaires nationaux sont à bout de souffle, le nôtre est devenu une forteresse. Il faut en faire un espace ouvert à toutes les coopérations. Les enseignants souffrent de la situation actuelle. Ils devront pouvoir se rééduquer en pratiquant la mobilité et l'échange. Et il n'est pas juste que la société leur délègue tout le devoir d'éducation, alors que la socialisation des jeunes est pour beaucoup un échec. Les familles, les entreprises, les associations devront prendre leur part.

2 - Le projet politique européen est-il pertinent à l'heure de la mondialisation ?

La mondialisation est, en dépit de tous ses vices, un phénomène profond et positif. Nous sommes inter-reliés à la fois au plan matériel et au plan informationnel. Dès lors l'objectif d'une commune humanité est en vue. Certes la finance globalisée provoque inégalités et crises, mais en même temps la plupart des processus de recherches, de productions, et de plus en plus de services, sont maintenant internationalisés. Des hommes et des femmes travaillent ensemble dans le monde entier et des chaînes de création de valeur ajoutée allant des idées aux marchés en passant par la production se sont formées, singulièrement dans le cadre des sociétés multinationales. Grâce à la révolution informationnelle, et particulièrement la formation d'internet, nous sommes partout en relation en temps réel et à très faible coût. On a pu voir comment ceci bouleverse la vie sociale et politique dans le monde arabe, en Chine, partout.

C'est pourquoi il faut rejeter la notion de « démondialisation » qui marquerait des régressions catastrophiques. La mondialisation a permis à des continents entiers de se donner une capacité de progrès et d'émancipation encore inimaginables il y a un quart de siècle ; et pour nous, la rupture des liens de co-création et co-production signifierait chômage de masse et paupérisation. Cela étant, il est urgent d'organiser autrement cette mondialisation. Nos modes de croissance sont non soutenables. Alors que la croissance démographique s'accélère, l'écologie et le climat se dégradent, la transition vers de nouveaux modes de croissance est un enjeu vital mais extraordinairement difficile, dans un monde marqué par des violences et des rivalités constantes entre les puissances, les peuples et leurs cultures. Il est urgent de bâtir une gouvernance mondiale plus solide et fraternelle, comme y invite Jacques Attali. Cette perspective ne signifie pas qu'il faille renoncer à notre autonomie en matière de création et de production, bien au contraire. Autonomie et coopération doivent aller de pair. La bataille pour la réciprocité dans les règles de marché a commencé. Le système de prix mondial doit être corrigé, car les prix des énergies fossiles, des transports internationaux, des transactions financières, sont beaucoup trop bas ; ils fournissent des mauvais signaux pour la consommation et l'investissement. Cela étant, si des relocalisations partielles sont souhaitables, la protection n'est pas la solution et elles ont un coût. La faute est ici chez nous : depuis plus de trente ans nous avons laissé décrépir nos capacités de recherche, de formation et de production.

De très grandes figures, Teilhard de Chardin puis Edgar Morin, nous ont dit que l'interrelation historique sans précédent des hommes, des techniques et des cultures, appelle d'immenses progrès d'éthique et de pensée pour partager un nouvel universalisme.

Dans cette perspective, la création de l'Union européenne a été un jalon et un modèle perçus comme tels dans le monde entier. Aujourd'hui encore le modèle est attractif, même si nous négligeons trop souvent d'en prendre soin. À cet égard, nous pourrions nous interroger sur notre « fatigue des élargissements ». Comment ne pas vouloir intégrer les peuples des Balkans, au risque de les plonger à nouveau dans la violence et les priver de perspectives de développement ? Comment interrompre notre promesse d'ouverture à la Turquie : préférons-nous qu'elle se relie à l'Europe ou que, constituant une nouvelle puissance, elle demeure indépendante et entre dans le jeu des rivalités ?

Cela étant la Communauté européenne actuelle est incontestablement bien trop faible face aux mutations. Le sens de sa création a été de construire de

nouvelles solidarités à même d'établir la paix, et même d'éradiquer la violence des rapports entre nations. Or le compromis qui l'a vu naître après guerre est aujourd'hui lourd de carences très préoccupantes. Nous partageons un marché mais nous ne partageons pas des biens publics : l'éducation, les services publics, la protection sociale sont restés strictement affaires de souveraineté nationale. Depuis Maastricht nous avons décidé de partager une monnaie, et on voit aujourd'hui qu'elle a été un bouclier protecteur, mais chacun observe aussi que nous ne partageons nullement une politique économique et que la coordination des politiques nationales n'a été qu'une juxtaposition des décisions de chaque pays.

Ces deux grands biais, qui marquent les limites strictes de l'Union économique, n'ont pas empêché la coexistence des différents systèmes nationaux de produire de la prospérité dans les trois décennies qui ont suivi l'après-guerre. Mais avec les mutations impétueuses de la mondialisation, ces compromis ont pris un coup de vieux terrible. Il faut les dépasser, et c'est plus facile à dire qu'à faire.

Les réactions des différentes nations sont très contrastées. Plusieurs pays européens réussissent à affronter la mondialisation avec des résultats impressionnants. En matière de protection sociale, les modèles scandinaves font référence. En matière d'industrie et de compétitivité, c'est le modèle allemand. Je souligne à traits rouges que dans les deux cas l'atout majeur de ces pays, c'est la co-détermination, la co-gestion, par lesquelles ces sociétés surmontent leurs divergences intérieures pour partager et participer aux réformes. Par contre plusieurs pays d'Europe du Sud sont en grande difficulté, et la France tend à verser de ce côté. Patrick Artus a mis en évidence une Europe à deux vitesses dont les bords s'éloignent depuis les années 2000.

De façon générale, il ne sert à rien de prendre des postures de vertu et d'appeler les autres à être plus solidaires, alors que l'on s'interroge trop peu sur soi-même. Lorsqu'il y a péril et lorsqu'il n'y a pas de pédagogie des enjeux, de conscience des coûts des solidarités et des responsabilités à partager, les réactions des sociétés partent dans toutes les directions. Un tropisme est évident, il consiste à « chercher la faute ». C'est la tradition ancestrale de recherche du bouc émissaire : la faute est du côté des autres. Au milieu des années 2000, on a incriminé la réunification. C'est absurde ! La réunification de l'Europe a été un enrichissement, un appel à la solidarité ; elle n'a pas compliqué la vie institutionnelle européenne, car les carences de sa gouvernance étaient évidentes bien avant, comme l'avait démontré le fiasco du traité de Nice en 2000. Plus sérieuse est la mise en cause des excès de

la finance globalisée et de la compétition mondiale, mais elle ne doit pas nous cacher nos propres insuffisances : la désindustrialisation, l'obsolescence de nos systèmes publics, le doublement de la dette publique de décennie en décennie, depuis plus de trente ans. Actuellement, ce sont les dirigeants politiques qui sont dans le collimateur : on les accuse d'avoir cédé face à la pression des marchés financiers et d'être incapables de s'accorder au niveau communautaire. C'est un vrai problème et là encore il vient de loin : la France a engagé la révolution financière libérale dès les années 1984-1986 en brisant l'économie administrée et en professant à l'époque les vertus des marchés efficients. Dans l'échec conjoint du traité de Nice comme du traité constitutionnel, droite et gauche sont coresponsables. C'est dire qu'au lieu d'incriminer nos dirigeants et de se contenter de les zapper d'une élection nationale à une autre, il est urgent de s'interroger sur la crise de notre système démocratique.

3 – La démocratie européenne sera une création sui generis et non la reproduction des démocraties nationales

Permettez-moi d'alimenter la réflexion en nous situant dans la longue histoire.

Avec l'historien John Keane, on peut distinguer trois âges de la démocratie. Le premier est la démocratie d'assemblée : des populations se réunissent pour « partager des paroles et des actes » pour reprendre les mots d'Hannah Arendt. Ceci est resté circonscrit dans des communautés locales et dans des cités. À l'époque de la pré-Renaissance puis de la formation des États-nations commence en Europe l'invention d'une démocratie fondée sur le gouvernement représentatif, inscrite, circonscrite, dans le territoire national. Elle fait modèle dans le monde entier, mais elle n'est pas l'alpha ni l'oméga. Le modèle est miné de l'intérieur et de l'extérieur. À l'intérieur, à l'époque d'internet, tout le monde se croit informé – ou disons avale des tonnes d'information sans pouvoir les digérer –, et l'autorité des dirigeants politiques est contestée à chaque instant. Qu'il s'agisse d'Obama, de Zapatero, de Sarkozy ou de Merkel, le problème est général. La société change de dirigeants puis le problème réapparaît. C'est que la révolution de la mondialisation s'accompagne d'un sentiment d'impuissance : l'État-nation a perdu la maîtrise de SON territoire. L'impuissance peut se dissiper si se créent des Communautés politiques, où les peuples mutualisent leurs efforts, dépassent les vieilles « souverainetés nationales » exclusives.

Internet et mondialisation appellent un nouveau type de démocratie : pour

ne pas sombrer dans la pseudo-démocratie d'opinion, caractéristique de l'âge actuel, il faut bâtir la participation des citoyens - nous devrions être coresponsables des choix publics et des réformes ; et pour solidariser les peuples il faut bâtir les niveaux européen, interrégional et mondial de la démocratie.

La démocratie de participation reposera sur trois piliers : l'éducation et l'information d'abord. Chacun doit pouvoir disposer de connaissances essentielles sur le monde de l'économie et sur les mutations de la mondialisation, et les renouveler constamment ; et tous les médias informationnels doivent repenser leurs devoirs envers le public. Ainsi au lieu de ressasser tous les jours « Tous en campagne » pour créer l'émotion sur les moindres détails de la bataille pour l'accès au sommet de l'État, ils devraient tout autant et sinon plus faire une pédagogie des réalités de la crise et des choix à partager pour en sortir. Le deuxième pilier, c'est l'oxygénation de la représentation élue : élargir les voies d'accès aux fonctions dirigeantes au lieu de les réserver à un petit réservoir de professionnels, et imposer la rotation des rôles. Enfin, il faut constituer une société civile se dotant d'une capacité d'expertise, qui ne soit plus instrumentalisée par l'État, et au contraire soit obligatoirement consultée et impliquée dans la préparation et la gestion des choix collectifs. Aujourd'hui en France nous aurions intérêt à entreprendre un effort de dialogue et d'entente nationale pour assumer une codétermination. Et ceci n'est pas compatible avec la rivalité obsessionnelle des partis.

La démocratie européenne nécessite d'abord d'aider les citoyens nationaux à comprendre les défis communs. Mesurons bien le coût de la tentation du repli et de la protection. Nous devrions mettre autant de passion à participer à construire l'Europe et à organiser nos liens avec les peuples du monde, qu'à préparer des élections présidentielles. L'effort d'appropriation n'est possible que si l'information, l'éducation, l'inscription des citoyens et des acteurs sociaux dans les réseaux européens et internationaux changent d'échelle. Malgré des efforts associatifs incessants - c'est la vocation de Confrontations Europe -, et après que des missions m'aient été confiées pour concevoir cette participation, je constate que l'État fait toujours écran entre le citoyen et l'Europe, et qu'un pas en avant peut être suivi de deux pas en arrière.

Nous aimerions que la Communauté s'inspire de ce que nous sommes et défende nos intérêts nationaux, mais nous ne sommes pas un modèle ! Et elle n'est pas faite pour protéger mais pour nous aider à être meilleurs et à nous solidariser avec d'autres. La démocratie européenne repose sur un mandat confié à des institutions, renouvelé et augmenté de période en

période, et non pas sur une délégation générale à un État supranational. La démocratie européenne repose sur un principe de compromis, et non pas sur un principe majoritaire. L'Europe appartient à la droite comme à la gauche, et chaque acte européen n'est possible que grâce à la formation de majorités spécifiques où une partie de la gauche et une partie de la droite se retrouvent pour trouver un compromis. Ce qui nécessite un processus de délibération approfondi. Il prend du temps, mais c'est indispensable, en amont pour éclairer les consciences, et en aval pour s'assurer de la mise en œuvre des actes communautaires et évaluer leur pertinence.

Force est de reconnaître aujourd'hui, que dans ces trois dimensions l'Europe communautaire est faible. Son mandat est très réduit : le marché, le commerce, la monnaie. Les conditions d'un bon compromis politique sont trop faibles : les représentants des États qui agissent en notre nom à l'Europe sont tenus par les exigences et les intérêts des sociétés dont ils émanent ; les élections européennes sont marquées par une désaffection générale, et en aucun cas ne permettent de dégager une volonté et un intérêt commun ; nous envoyons au Parlement européen des élus émanant des seuls partis nationaux. La création de partis transnationaux et la formation d'une société civile européenne transnationale permettraient au contraire de faire vivre un espace public communautaire. Enfin, le processus communautaire de délibération des propositions et des choix n'associe pas les citoyens des différents pays. L'Union s'est « bruxellisée », la Commission est devenue technocratique. Comme je l'ai dit, c'est chez nous, c'est dans chaque pays qu'il faudrait impliquer les citoyens. Je constate qu'au sein des institutions communautaires, l'effort de stratégie, de coordination, et de consultation des citoyens a régressé par rapport à ce qu'il était dans les années 1990. Un renouveau du dialogue social et civique européen devrait être une priorité de l'agenda politique.

Les perspectives d'un New Deal européen et d'une confédération européenne solidaire

Une des caractéristiques principales d'une crise systémique est que les solutions inspirées avec les idées d'hier et dans le cadre des institutions actuelles entraînent de nouvelles difficultés. C'est criant depuis 2008 : ni les champions du marché ni les champions de l'État ne peuvent résoudre les problèmes. Ce qui crée une situation anxiogène, comparable à celle des années 1930. L'histoire a montré qu'on ne sort des crises systémiques que par des réformes novatrices de la pensée et des institutions. On n'y est pas encore aujourd'hui, la conscience des problèmes grandit mais les responsabilités individuelles et collectives à partager pour une issue positive ne sont pas encore assumées.

1 – Comprendre la crise systémique

À l'évidence nous avons vécu la déviance extraordinaire du système financier. Elle provient paradoxalement de l'essor des gerbes d'innovation financières qui ont marqué les vingt-cinq dernières années. Le livre récent de l'économiste et anthropologue Gillian Tett est intitulé *L'or des fous*. Elle explique comment des jeunes financiers brillants et pas mal intentionnés ont été les alchimistes modernes. Ils ont inventé le remède miracle permettant d'annuler les risques pour les établissements financiers afférant aux crédits impayés... en les transférant dans le système financier globalisé. Par un mimétisme généralisé, la plupart des établissements se sont rués pour faire de même, diffusant les métastases. Tout ceci a abouti à 55 trillions de \$ de pertes.

Comment était-ce possible, sinon par la défaillance des États, de leurs régulateurs et leurs experts ? Ils n'ont rien vu, ou trop tard, malgré des avertissements remarquables comme celui de l'américain Robert Shiller, publiant en 2004 un livre intitulé *Exubérances irrationnelles*. Et de nombreux États ont lié leurs intérêts à ceux de la haute finance.

Cette déviance a aussi affecté en profondeur l'économie réelle. Dans les grandes entreprises, « l'alignement des intérêts » entre les grands investisseurs financiers et les managers a poussé ceux-ci à fournir trimestre par trimestre les preuves de leur capacité à engendrer une rentabilité financière suffisante pour rémunérer le capital suraccumulé. De même les

engagements des financiers dans les entreprises, qui auparavant pouvaient porter en moyenne sur 7 à 10 ans, ont été drastiquement réduits à moins d'un an. La finance court-termiste a prévalu sur les engagements de long terme. Tout ceci a conduit à une déstabilisation générale des rapports sociaux dans les entreprises. L'argent facile et l'illusion de la disparition des risques se sont traduits également par un surendettement général privé et public, dans des proportions variables selon les pays.

Mais nous sommes tous également responsables, car le mode de croissance et de prospérité des années antérieures n'était pas soutenable. Au lieu de mettre la priorité sur la création de l'emploi et l'investissement, nous avons misé sur la consommation à crédit. L'État-providence de plus en plus sollicité a accumulé des dettes. Nous n'avons pas su préparer l'avenir.

Il n'est pas étonnant que tout ceci ait abouti à l'explosion de la crise en 2007-2008 dont nous ne sommes pas encore sortis. Ainsi puisque les rentabilités escomptées hier ne sont pas au rendez-vous et qu'au contraire la rançon du surendettement nous revient en boomerang, il n'est pas étonnant que les Bourses aient plongé depuis 2008 et que la croissance se soit interrompue. Seule l'action immédiate des Banques centrales puis des États, convertis du jour au lendemain au keynésisme, a empêché la récession, mais au prix d'un nouveau bond en avant des dettes publiques.

2 – Assainissement et investissement, une contradiction à résoudre

Maintenant il faut purger : une cure de dévalorisation du capital suraccumulé et de désendettement est impérative. Les travaux des Américains Rogoff et Eichengren sur l'histoire des crises bancaires le rappellent avec force. Ils ajoutent : « *this time is different* ». Avec la globalisation financière, les phénomènes de contagion, non anticipés ou niés avant 2008, sont aujourd'hui criants. D'où l'impératif d'une coopération internationale sans précédent pour espérer endiguer les contagions et réduire les déséquilibres. La réaction justifiée et salvatrice des Banques centrales et des États face à la crise de 2008 n'a néanmoins rien résolu en profondeur puisque l'on a ajouté de la dette à la dette. Depuis 2010 on essaie de s'attaquer à la dérive des dettes publiques, et s'agissant des dettes privées, dont le volume est souvent encore plus important, le processus de désendettement est engagé.

Quand on doit payer ses dettes, mieux vaut disposer de revenus d'activité suffisants, sinon on est étranglé. Au niveau macroéconomique, faut-il étaler dans le temps les mesures de rigueur pour éviter la dépression ? Oui, mais

l'essentiel n'est pas là. Le problème clé, c'est pouvoir combiner rigueur et investissement. La solution est de cibler les dépenses sur les investissements immatériels et matériels susceptibles de rehausser nos potentiels humains et productifs, tout en répondant aux enjeux écologiques afin que la croissance soit soutenable. Cela signifie un immense effort de rationalisation des choix budgétaires. En France on a commencé à purger tout en essayant de préparer l'avenir par un grand emprunt, mais le plus gros du travail est devant nous. C'est difficile ici comme ailleurs car un handicap de l'Europe est le vieillissement de la population qui nous tourne plus vers des dépenses de protection sociale que vers l'esprit de risque pour l'investissement. C'est dire qu'inventer une nouvelle croissance ne se fera pas en claquant des doigts. Les pouvoirs publics se sont lourdement trompés : après avoir soutenu la demande globale, donc l'activité, en 2008-2009, ils ont cru que le secteur privé allait prendre le relais. Rien de tel. Le secteur privé est défaillant : il fait preuve d'une aversion générale à la prise de risque. Les grandes entreprises font des profits et des réserves. Les investisseurs financiers se précipitent vers des valeurs refuge, y compris les obligations des grands États. Comment relancer l'investissement et la croissance dans ces conditions ? Les États sont encore sollicités mais ils sont déficitaires. De plus, la structure des États est sclérosée : l'État-providence est obèse par comparaison avec l'État créateur et producteur qui a été celui de l'après-guerre. L'investissement public a chuté depuis longtemps ; dans un pays comme la France il s'agit à 70 % d'investissements régionaux pour répondre aux besoins de proximité. Le multiplicateur keynésien est mort.

Il est donc impératif de réformer les organisations et les institutions du marché et de l'État pour les rendre plus responsables et plus efficaces. Seule une coopération sans précédent entre les secteurs public et privé permettra de réhabiliter nos écoles, nos infrastructures et nos industries, d'en créer des nouvelles. Car sans développer massivement les compétences, les motivations, et les capacités humaines, on ne s'en sortira pas. Il s'agit d'inventer une nouvelle croissance à haute valeur ajoutée humaine et écologique. Les coûts sont considérables, ne nous le cachons pas, mais l'espérance de progrès est à ce prix. Il faut partager ces coûts et ces risques pour faire surgir les potentiels et les opportunités. L'invention d'une nouvelle économie mixte est notre horizon.

Dès 2008 les dirigeants politiques européens et mondiaux, dans le cadre de la création du G20, ont décidé de s'attaquer à la régulation de la finance. L'idée est de ne plus permettre l'occurrence de crises telles que celle qui venait d'exploser. On a fait beaucoup de choses, serré des boulons, demandé aux

banques de constituer des réserves, commencé à combattre les paradis fiscaux... Mais la régulation financière, c'est les travaux d'Hercule ! La haute finance fait tout pour ne pas subir des pertes en capital, ou pour les transférer sur les contribuables. Quand les institutions veulent leur imposer des « hair cuts », comme disent les Anglais, c'est-à-dire accepter des pertes, ou faire des provisions en prévision de futurs pépins, elles menacent de se désengager du financement de l'économie. De même l'encadrement des marchés financiers se heurte à des obstacles terribles. Le trading à haute fréquence, où des investisseurs jouent jusqu'à la nano seconde pour s'assurer des gains ou transférer des risques, devrait être vaincu par une taxe sur les transactions financières. Le système financier européen n'est pas encore assaini, et n'est pas encore transformé, en ce sens que le financement de l'économie pourrait d'ores et déjà être reconçu sur des bases plus saines. Le plus appréciable est sans doute la mise en place d'un mécanisme européen de supervision des établissements et des marchés. Incroyable mais vrai, il n'y en avait pas auparavant. Pour autant le système adopté repose sur des institutions qui pour l'essentiel sont des collèges de régulateurs nationaux. Il ne sera pas opérationnel sans une véritable mutation culturelle, comme l'a souligné Mario Draghi. Car les règles nationales devront être harmonisées et la communication entre les pays membres est à inventer. Après avoir affaibli leur pacte de stabilité budgétaire dans les années 2000, ouvrant de nouvelles vannes pour les dettes publiques, les États et l'Union ont décidé de le durcir. Dès 2010 en effet la crise des dettes souveraines éclate. Les marchés anticipent des défauts de paiement et la spéculation est forte. Les États membres de l'Eurozone sont forcés d'aider les pays en difficulté ; ils accordent des prêts avec une condition sine qua non, la mise en œuvre de politiques de rigueur très strictes. Dès 2011 le dispositif s'avère inefficace. Pour la première fois en juillet dernier, les États membres de l'Eurozone ont compris qu'il faut alléger d'emblée le poids de la dette publique grecque, en la faisant racheter par la « Facilité européenne de stabilité financière » et en sollicitant du secteur privé qu'il prenne une part du fardeau. Mais deux mois après on attend encore la ratification et la mise en œuvre des décisions ! Et l'opération est de trop faible échelle. La crise des dettes souveraines dans l'Eurozone s'étend maintenant à l'Italie et à l'Espagne. Et ce qui provoque le début de panique en août 2011 c'est plus encore le fait que la croissance s'interrompt aux États-Unis comme en Europe. Dans ce contexte, le défaut de paiement de la Grèce est une menace imminente. D'autre part, les États et les grandes banques nationales sont étroitement liés, les uns étant financés par les autres. Or l'Union n'a pas de politique

bancaire donc s'expose à la contagion des difficultés de certaines banques, qui ont été masquées. La Banque centrale fournit des liquidités pour empêcher une réplique de la crise de 2008 ; des recapitalisations partielles seront nécessaires ; il faut une politique européenne de restructuration des banques faisant en sorte que les contribuables ne paient pas. Alors que la récession menace, l'Union européenne, qui en tant que telle n'est pas endettée, devrait stimuler puissamment l'économie en finançant une reprise par l'investissement. Or elle n'a aucun mandat de politique macroéconomique. Alors que la récession menace, l'Union européenne, qui en tant que telle n'est pas endettée, devrait stimuler puissamment l'économie en finançant une reprise par l'investissement. Or elle n'a aucun mandat de politique macroéconomique. Elle est contrainte par un budget minime, encore réduit par le choc de la crise, et ne peut mutualiser des ressources pour agir.

Ainsi sa Stratégie EU2020 pour une nouvelle croissance durable est en rade. La Commission le sait, elle tente de lui donner chair avec les moyens du bord mais sans une conscience claire des priorités de la part de ses dirigeants comme des États. Il ne faut pas négliger cependant deux efforts en cours : la rénovation du grand marché et la réforme du budget.

J'ai lancé l'idée de la rénovation du grand marché en 2007. Mario Monti l'a promue avec un rapport pour la Commission. Grâce à Michel Barnier c'est devenu un grand chantier. Soyons conscients : un marché ce n'est pas le diable. Sans la formation d'un marché national, il n'y aurait pas eu d'unité nationale. Un marché est un espace d'échanges, non seulement commerciaux mais humains ; il ne doit pas être conçu seulement pour la consommation mais aussi pour relier les territoires par des infrastructures communes, par des services publics, et de façon à permettre aux initiatives et aux innovations des entreprises de se développer. Force est de constater que par le passé les fabricants du grand marché européens ont misé essentiellement sur la concurrence et la consommation. Maintenant nous voulons financer le développement de grands réseaux d'infrastructures pour l'énergie et les transports, briser la fragmentation des espaces nationaux pour permettre l'essor de l'économie du numérique, permettre aux PME et aux entrepreneurs sociaux un meilleur accès au marché européen. Aussi appréciables que soient ces actes, dont la réalisation ne sera pas simple, il faut bien souligner que d'autres restent en jachère : la promotion de politiques industrielles communes, le financement des investissements de long terme, ou encore la politique économique extérieure. Le combat continue !

La réforme du budget communautaire fait l'objet d'un combat de tranchées pour des résultats incertains. Le budget actuel n'en est pas un : chaque État

cherche à reprendre sa mise. Aussi, il est crucial de doter le budget européen de nouvelles ressources propres : imposition des bénéfiques, TVA, taxe sur les transactions financières. Encore faut-il démontrer la valeur ajoutée des dépenses communautaires par rapport aux dépenses nationales : si l'on mutualisait les dépenses pour des politiques communes en matière d'investissement, d'immigration, d'aide au développement, et d'action extérieure par exemple, on serait beaucoup plus efficaces. Mais tout ceci se heurte aux résistances majeures des souverainetés nationales, coalisées contre toute avancée vers un fédéralisme budgétaire.

3 – Résoudre l'équation compétitivité-solidarité, un deuxième dilemme majeur

Tout effort de coopération renforcée de la part des États pour essayer de dégager un intérêt commun est donc appréciable. À cet égard les dirigeants français et allemand ont fait preuve de responsabilité. Le Pacte euro plus visant à une meilleure convergence des économies européennes est une tentative intéressante. En France elle s'est immédiatement heurtée à l'incompréhension. Beaucoup ont dit qu'il s'agissait d'imposer le modèle allemand. En réalité convergence ne signifie pas alignement, et la France ferait mieux de clarifier sa propre stratégie pour restaurer sa compétitivité, alors qu'elle est en échec depuis longtemps. Les divergences de compétitivité se sont creusées entre les États membres depuis les années 2000, entre le Nord de la zone euro (Allemagne, Pays-Bas, Autriche, Finlande) et le Sud (Portugal, Grèce, Italie, Espagne et France). L'Allemagne est capable de développer ses exportations dans les pays émergents, ce qui n'est pas du tout notre cas. Résoudre l'équation compétitivité et solidarité, tel est le grand défi à relever pour consolider l'Eurozone.

Au niveau communautaire, une « gouvernance économique » se met en place. Un Semestre européen a pour but de coordonner les politiques budgétaires nationales et de s'assurer de la réalisation des politiques de rigueur. Mais comment ne pas déplorer son caractère technocratique, l'absence de prise en compte des solidarités à consentir pour aider les pays faibles à monter en compétitivité et pour construire une dynamique transfrontières de l'investissement ? La proposition d'un « gouvernement économique de la zone euro », proposée par la France en 2008 mais refusée alors par l'Allemagne, est relancée aujourd'hui par N. Sarkozy et A. Merkel : c'est utile mais il ne s'agit pas encore d'un gouvernement, puisqu'il n'y a ni mandat, ni organe, ni moyens.

En l'état, tous ces dispositifs s'avèrent insuffisants pour faire reculer la pression des marchés, qui commence à atteindre la France, tandis que les risques de rupture dans l'Eurozone s'accroissent.

4 – Face au danger de désintégration de l'Eurozone, de nouvelles options se font jour

Désormais il est clair que sans consolidation de l'Eurozone elle peut se désintégrer. Déjà l'hypothèse de sortie de la zone par la Grèce n'est plus taboue. Mais en mesure-t-on les conséquences ? Dramatiques pour les Grecs ; pour les Allemands et les Français dont les créances sur la Grèce ne vaudront plus rien ; pour l'Union car le feu gagnera d'autres pays ; pour le système monétaire globalisé car la rupture de l'UEM entraînera des secousses insupportables.

Une sortie provisoire de la zone euro pour la Grèce impliquerait sa mise en tutelle et une unité de fer pour empêcher la contagion.

Pour éteindre le feu, une solution n'est plus taboue, c'est celle des eurobonds. Il s'agit de substituer une dette communautaire aux dettes publiques nationales, dans une certaine limite. C'est utiliser le canon à eau pour éteindre le feu. L'Union en tant que telle n'est pas endettée, et une dette commune serait particulièrement appréciée par les investisseurs. Évidemment je suis pour, mais ne trompons pas les populations : il y a des conditions strictes pour y parvenir. La solidarité a un coût et aucun peuple ne piaffe de joie à y consentir. Elle implique un fort transfert des créanciers vers les débiteurs : pour l'Allemagne les premiers calculs le chiffrent à 2 % environ de son PIB. Les Français semblent pour les eurobonds car ils peuvent en avoir besoin ! Mais en même temps beaucoup ne veulent pas payer pour les Grecs. Aujourd'hui l'Allemagne refuse l'option des eurobonds, demain, elle sera sans doute obligée de la retenir, mais certainement pas sans imposer ses conditions. W. Schäuble est clair : il n'y aura pas d'eurobonds sans qu'on n'unifie auparavant les politiques budgétaires pour faire appliquer les disciplines du pacte de stabilité renforcé.

Jean-Claude Trichet – qui n'a pas explicité sa position sur les eurobonds – avance de son côté une option institutionnelle tout à fait remarquable : la création d'un ministère des finances européen. Dépasant tous les tâtonnements en matière de coordination, on aurait ainsi le socle d'un vrai « gouvernement ». Des fonctions de politique macro-économique lui seraient assignées, dont la supervision des politiques nationales et la politique économique extérieure unie. Mais ce ministère doit être économique, pas

seulement financier. M. Trichet est un révolutionnaire pour défendre le système actuel : il appelle les États à prendre leurs responsabilités en matière de solidarité et de mise en œuvre des politiques de rigueur, et souhaite les coiffer par un pouvoir supranational, mais il ne dit rien sur la manière de bâtir une nouvelle croissance.

Quand on observe les difficultés actuelles de la mise en place d'une diplomatie européenne coiffée par un ministre des affaires extérieures (en l'occurrence Mme Ashton), on mesure à quel point il sera difficile de bâtir ce ministère de l'économie et des finances. Imaginez la création d'un Trésor européen qui devrait regrouper une partie des services nationaux et de la Commission ! Cela étant, il s'agit d'une option salutaire et je ne comprends pas pourquoi Jacques Delors la dénigre a priori en la traitant de « gadget ». Qu'il nous explique comment sortir autrement de quinze ans d'échecs en matière de coordination des politiques nationales.

5 – Les perspectives d'un New Deal (un nouveau compromis historique)

Kenneth Rogoff désigne la période historique actuelle sous le vocable de « la grande contraction » : dégraisser le mammouth de la finance privée et publique est un bien, à condition de parvenir simultanément à préparer une nouvelle croissance ce qui implique une révolution dans le financement de l'économie. Réparer l'avion sans atterrir : rude épreuve. Nous allons connaître une situation comparable à celle qu'a connue le Japon depuis de nombreuses années, c'est-à-dire une croissance molle et chaotique avec de hauts niveaux de dette publique. Cette « japonisation » de l'économie pourrait être raccourcie si nous parvenions à entreprendre rapidement les grandes réformes nécessaires pour un New Deal européen.

Pour l'instant les acteurs économiques et politiques visent plus à défendre un système qui, à long terme n'est pas viable, à le consolider et à le rendre plus résilient, qu'à le transformer. Ceci ne fait pas que traduire la défense d'intérêts en place mais aussi le souci d'éviter une brutale dégradation des conditions de vie des populations et des institutions. Ceci traduit aussi la prégnance des schémas keynésiens d'hier dans les conduites d'aujourd'hui. Or l'État interventionniste est souvent impuissant mais aussi profondément égoïste en économie mondialisée car il défend les intérêts nationaux sans guère se soucier de ceux des autres. De même l'ordolibéralisme que l'Union européenne a emprunté à l'Allemagne, qui mise principalement sur le développement de l'initiative privée dans le cadre de règles de conduite

établies par l'État, est à bout de souffle. Alors que la vision de Frédéric Hayek s'inscrivait dans le long terme, la finance de marché est devenue profondément court-termiste.

Sans dépasser les souverainetés nationales bornées, nous ne pourrions pas bâtir les coopérations internationales nécessaires aujourd'hui. Nous devons recréer un horizon de temps commun dans nos sociétés et entre elles, faisant apparaître de nouvelles perspectives de vie commune et de progrès. *Une première priorité : accompagner les populations dans une transition vers un renouveau de la formation et de l'emploi, un meilleur emploi des capacités humaines. Ceci sera au cœur d'un nouveau welfare social.*

En effet, nos sociétés sont minées par le chômage et l'exclusion durable, par le sous-emploi des capacités humaines, notamment celles des jeunes, dont la socialisation est en échec. Comment peut-il y avoir de reprise durable sans s'attaquer à ces fléaux ? Comment ignorer encore que la compétitivité ne se gagne pas par les bas salaires mais par la mise en mouvement de l'intelligence humaine et l'innovation ? Comment se cacher les carences massives actuelles des compétences, tant pour l'innovation que pour l'investissement dans la perspective d'une économie durable et mondialisée ? Une carence qui met radicalement en question une éducation conçue selon les anciens standards des élites dirigeantes.

Nous devons ouvrir la perspective de nouveaux cycles de vie en rupture avec les vieilles coupures entre école, activité et retraite, d'où les priorités : réforme de l'éducation de base pour que les jeunes puissent comprendre le monde d'aujourd'hui et les tourner vers l'activité ; renouveau des universités en relation permanente avec l'innovation dans les entreprises et les services d'intérêt général ; qualification des non qualifiés et requalification des actifs tout au long de la vie.

Les marchés du travail nationaux seront réformés et un marché européen du travail créé de façon à organiser les mobilités entre de meilleures formations et de meilleurs emplois en sécurisant les transitions professionnelles : coopérations transfrontières des services de l'emploi, reconnaissance des qualifications et portabilité des droits, basculement des fonds structurels vers ces nouvelles dynamiques.

Et surtout l'anticipation des restructurations et les transitions professionnelles seront organisées dans les bassins d'emplois, les régions et les secteurs d'activités, avec la participation des salariés et des populations. Le développement des capacités humaines sera au cœur de la réforme des entreprises européennes. Ce qui exige de briser l'alignement actuel des intérêts du management et des investisseurs financiers (dans la corporate

governance), et d'inventer une co-détermination. Les patrons, les syndicats et les collectivités sauront-ils se tourner vers ces défis ?

Corrélativement, les systèmes actuels de protection sociale devront s'écarter de la logique de pure allocation, de transferts purement redistributifs, pour aller vers une logique de meilleur accès à des biens publics porteurs de sociabilité et d'activité, pour la formation et l'emploi comme dans les domaines de la retraite et de la santé.

De façon générale, les valeurs de justice sociale doivent être retravaillées. Une réforme de l'impôt est nécessaire, surtout pour aligner la taxation du capital sur celle du travail. Mais il ne faut pas croire que la redistribution entre riches et pauvres est la clé du problème à résoudre. L'essentiel est l'inclusion réelle des exclus en société et la stimulation de l'activité. La socialisation et son coût sont à partager par tous. Ainsi il est crucial de s'attaquer au clivage qui s'est opéré entre les qualifiés et les non qualifiés, lesquels ont vocation à se qualifier également, et de recréer des perspectives d'ascension sociale.

Une deuxième priorité est la promotion des investissements de long terme tant pour la promotion des biens publics que pour un redéploiement industriel. C'est le facteur clé d'une nouvelle politique économique.

Actuellement, l'Union européenne annonce des chiffres ronflants en matière de besoins d'investissement, qui se comptent par trillions d'euros, notamment pour les infrastructures dans les secteurs de l'énergie, des transports et de l'information (et j'ajoute : de l'éducation, de la santé, du vieillissement actif et de la dépendance). D'autre part, les industries vertes, les énergies renouvelables, l'agriculture durable, la révolution du numérique, supposent la création de nouvelles filières de production et de services à haute valeur ajoutée. Il ne suffit pas de lancer les chiffres, il faut définir les priorités, réunir les porteurs et entrepreneurs de projets, créer les conditions de marché et les incitations permettant de valoriser les investissements et de construire des chaînes et filières nouvelles.

Brisons le tabou : des planifications concertées sont nécessaires. Je ne parle pas de renouer avec les anciens programmes publics d'États, mais de susciter, faciliter et coordonner l'action des porteurs de projets d'intérêt européen, qu'ils soient privés, associatifs ou publics. Une telle dynamique est nécessaire tant pour la réhabilitation des industries que pour l'émergence d'une Europe des biens publics. Il est temps en effet de comprendre que nos systèmes nationaux de services publics ont pris un coup de vieux terrible. Nombre d'États nations n'ont pas fait l'effort de redéfinir les anciennes missions, et ces services sont très peu ouverts à la mobilité et à la

coopération internationale. Au contraire, une Europe des biens publics pourrait se donner des avantages comparatifs et multiplier ses offres de coopération, alors que tous les pays émergents et en développement développent leurs infrastructures et entreprennent de se doter de systèmes de protection sociale.

Pour ces raisons, je crois indispensable que l'Union européenne se dote d'outils de prospective et de calcul économique, crée des agences publiques, à même d'entreprendre une dynamique d'investissement de long terme reposant sur le déploiement de partenariats publics-privés transfrontières. Corrélativement, elle devrait susciter des initiatives de rationalisation des choix budgétaires des États nations, afin que les politiques publiques et les services publics soient tous réorientés vers la création du nouveau welfare et de l'économie durable.

Tout ceci appelle l'invention d'une nouvelle finance, et c'est seulement cette vision du long terme qui permettra de réussir la transformation du système financier. En effet, il ne s'agit pas simplement de serrer les boulons dans les établissements et de combattre la volatilité, il s'agit de prendre les risques du long terme et de les partager. Actuellement on pleure le manque de fonds publics pour stimuler l'investissement, mais on oublie de voir que l'Europe a non seulement mal utilisé ses fonds publics, mais aussi son épargne, qui est toujours abondante, et que l'usage du crédit a été dévoyé vers le levier du dopage de la rentabilité financière au détriment de l'intermédiation, c'est-à-dire de la transformation de dépôts à court terme vers des investissements à long terme. La durée des engagements s'est terriblement raccourcie, les transactions de portefeuilles se sont enflées à l'extrême. Aujourd'hui un Club des investisseurs européens de long terme s'est créé, réunissant des institutions gestionnaires de l'épargne. Il propose une finance patiente, des engagements durables, crée des fonds d'investissements ouverts à la participation des fonds souverains des pays émergents, qui devront être de plus en plus sollicités. Il faut impérativement soutenir ce type d'initiatives et faire comprendre aux dirigeants de l'Union européenne et aux élus que bâtir un cadre qui leur soit favorable doit être au cœur de la révolution du financement. Sinon prétendre aller vers un développement durable resterait une illusion.

Une troisième priorité est la convergence des efforts de compétitivité des différents pays membres et une stratégie de l'Union pour restaurer durablement sa compétitivité globale.

L'Allemagne et d'autres pays caracolent ; d'autres régressent. Sachant que le marché européen et l'euro demeurent vitaux pour l'Allemagne comme pour

tous les pays membres, une telle divergence ne peut manquer de nous affecter tous à moyen terme. On ne doit pas dire à la Grèce « débrouillez-vous seuls pour relever votre compétitivité », alors qu'elle n'y parviendra pas seule et ceci vaut pour d'autres pays membres de l'Union économique et monétaire. Il est impératif de créer un espace communautaire suffisamment dynamique et suffisamment solidaire pour que chacun puisse progresser par des voies diverses.

Si apparemment l'Union européenne a su résister dans la compétition mondiale et préserver des parts de marché, il ne faut plus se cacher que la notion d'industrie européenne est pour l'essentiel une fiction, il n'y a que des industries nationales concurrentes.

Il faut donc concevoir des politiques industrielles européennes : la recherche-développement, les infrastructures nécessaires à l'accès au grand marché et à son bon fonctionnement, le financement des investissements prioritaires, la politique non seulement commerciale mais aussi d'investissement avec l'extérieur devront être mutualisés. Ainsi le grand marché pourrait-il devenir un camp de base propice au développement des entreprises sur le territoire européen, ainsi qu'à une ouverture fondée sur l'intérêt mutuel avec les autres régions du monde. Ce qui empêche la formation d'un tel camp de base, ce sont les politiques nationales : chacun défend ou tente de défendre son industrie isolément et en pratiquant une concurrence féroce avec ses voisins. Ainsi la politique française des champions nationaux, ou encore la politique allemande du Standort, ignorent la coopération d'intérêt mutuel. Il y a certes des contre-exemples – Airbus en est le modèle. Mais pour les multiplier et vaincre l'égoïsme national, l'impulsion communautaire est requise. Des priorités sont le décloisonnement des espaces nationaux de recherche et de développement, aujourd'hui encore profondément cloisonnés, l'accompagnement des PME pour leur développement et vers les marchés d'amont en aval, et le déploiement d'infrastructures et de fonds d'investissements européens à même de dynamiser l'innovation de production et de marché.

6 – L'intégration économique appelle une relance de l'intégration politique, entre Confédération et Fédération

Si l'on veut bien se rappeler les deux fonctions politiques des gouvernements en démocratie telles que les énonce Jean Leca – agréger des finalités différentes autour de finalités communes –, on prend la mesure du chemin à parcourir. Actuellement, le gouvernement représentatif est national, tandis que la légitimité et la capacité de gouvernement de l'Union en tant

que telle reposent encore sur du sable. L'Union est régie par des dirigeants nationaux qui agissent en notre nom, en quelque sorte au deuxième degré, sans mandat ni évaluation permanente, et sans qu'un espace public communautaire de délibération ait été créé. On ne pourra pas lui confier de nouvelles fonctions communes sans un progrès qualitatif pour combler ces manques. Quels peuples, plus ou moins bien représentés par des gouvernements, à durée de vie instable et contraints par leurs coalitions respectives, seraient prêts à se solidariser beaucoup plus pour partager des politiques communes beaucoup plus ambitieuses ?

Les perspectives actuelles ne sont pas que négatives, puisque les vrais enjeux commencent à émerger. La consolidation de l'Eurozone est discutée âprement en Allemagne ; ne sous-estimons pas les efforts de Mme Merkel, les obstacles au sein même de la coalition qui l'a élue, mais aussi les possibilités d'une évolution reposant sur une entente nationale. On la discute également en France, même si c'est de façon plus désordonnée et réactive comme c'est notre habitude. Par ailleurs la consolidation de l'Eurozone place la Grande-Bretagne dans une sérieuse contradiction : M. Cameron plaide lui-même en sa faveur, en raison des intérêts britanniques considérables sur le continent à préserver, mais en même temps il entend conserver entière l'indépendance de la politique britannique. Il se place ainsi hors jeu des négociations visant à la dite consolidation. Une contradiction qui commence à faire débat dans son pays. Je trouve très subtile la suggestion faite au gouvernement anglais par un journaliste de Financial Times d'émettre des obligations en € et d'offrir des garanties à des pays membres de l'euro en difficulté. Ce serait un pas vers une participation à une politique d'eurobonds.

Par ailleurs, les pays non-membres de l'euro mais aspirant pour la plupart à le devenir, devraient être associés beaucoup plus à l'effort de consolidation. Je me réjouis qu'ils participent à la convergence proposée dans le cadre du Pacte pour l'euro plus. Encore faut-il beaucoup mieux respecter leur diversité : actuellement la Communauté traite tous les États à la même toise. Ses politiques régionales et de voisinage sont à reconcevoir, afin de mieux répondre aux besoins de peuples dont les niveaux de développement sont très différenciés. Des communautés subrégionales se forment, les pays nordiques organisent leur entente, tandis que l'Europe du Sud-Est est renvoyée vers la Russie et la Mer Noire. L'Union devrait favoriser beaucoup plus les coopérations renforcées transfrontières.

La solution de ces problèmes est compliquée par les rivalités entre les institutions. La Commission et le Parlement européen voient d'un mauvais

œil les tentatives de type intergouvernemental comme le Pacte euro plus ou le gouvernement économique d'A. Merkel et N. Sarkozy ; lesquels voient d'un mauvais œil les procédures des organes communautaires des 27. Il est évident que si l'on veut accorder à tous les coups les 27, qui plus est à l'unanimité, on n'obtiendra qu'un plus petit commun dénominateur, avec la Grande-Bretagne pour arbitre. Mais il ne faut pas laisser pour autant les décisions principales aux seuls chefs d'États. Il faut apprendre à marcher sur deux pieds : la méthode communautaire et la méthode intergouvernementale.

Nous sommes là en face d'un des problèmes actuels de manque de réactivité et de force de la « gouvernance » actuelle. Il est nécessaire de faire progresser la coopération entre les institutions actuelles et de dépasser leurs conflits de chapelle – et non de donner préséance à l'une ou à l'autre. Ainsi la Commission, qui voudrait « gouverner » par les règles et les objectifs, n'a pas mandat pour arbitrer des divergences d'intérêt et de souveraineté dans des domaines cruciaux comme l'industrie, le social, et le financement, et le manque de coordination en son sein est avéré. Il faudra réformer la Commission. On lui donnera plus de légitimité si les commissaires ne sont plus simplement choisis par les gouvernements nationaux, mais désignés en Congrès par des représentants du Parlement européen et des Parlements nationaux, après que les candidats aient participé à une délibération transfrontières sur la nature de leurs options.

Le Conseil européen de son côté est en train de se dédoubler – il y a les 27 et il va y avoir le gouvernement des 17 de l'Eurozone. Les fonctions de médiation et de rapprochement des points de vue progressent au niveau des 27 comme des 17, mais le Conseil ne dispose pas des moyens d'élaboration et de cohérence des politiques communes.

Quant au Parlement européen, il ne dispose pas non plus d'un mandat puisque les élections européennes sont un vaste fiasco en matière de participation. Il a néanmoins progressé en tant que laboratoire d'une conscience européenne. Il pourra progresser plus s'il est doté de moyens sérieux d'études et d'évaluation des politiques – dont il est privé aujourd'hui –, et s'il coopère à fond avec les Parlements nationaux. La revalorisation des élections européennes appelle la formation de listes transfrontières pour réduire la dépendance envers les partis nationaux.

Enfin n'oublions pas qu'il n'y aura pas de volonté effective de se rapprocher et d'agir ensemble entre peuples européens sans la création d'un espace public européen d'information et de délibération préalable aux grandes décisions.

Pouvons-nous préjuger de la forme politique de l'intégration future de l'Union ? Deux configurations se chevauchent : l'Union à 27 (ou plus), l'Eurozone en gestation. La fusion des deux espaces ne me semble pas proche mais on doit viser à l'harmonie, à une meilleure exploitation de la diversité en même temps qu'à une unité renforcée. L'Union au sens large pourrait progresser vers une unité politique de forme confédérale. À cet égard, le système institutionnel suisse, où les niveaux décentralisés sont autonomes, le centre bien délimité, l'espace public construit, devrait donner à réfléchir. Sauf qu'à la différence de la Suisse, l'Union aspire à jouer un rôle dans la mondialisation. En tout cas elle prétend être une soft power.

L'Eurozone, si elle s'organise, va fédérer plus de fonctions que l'Union au sens large, puisqu'elle disposera d'une politique macroéconomique et financière, ce qui touche au cœur des prérogatives de l'État-nation. Pour autant son ministère de l'économie et des finances devra constamment négocier avec les institutions de l'Union large. La création d'un État fédéral de l'Eurozone n'est pas encore en vue.

Telle est la complexité. Entre confédération et fédération, seules les finalités peuvent rapprocher : retour à l'impératif de création démocratique. J'avoue ne pas saisir la notion de « fédération d'États nations » de Jacques Delors souvent reprise après lui : les briques de l'Union sont déjà les États, ce sont les fonctions communes de l'Union qu'il faut fédérer plus ; d'autre part comme le disait Jean Monnet, nous souhaitons unir des peuples et non pas simplement coaliser des États.

La solution des problèmes actuels a déjà nécessité de nombreux changements institutionnels, mais il va falloir aller au-delà, vers des changements plus ambitieux et plus cohérents. De nouvelles réformes des Traités sont nécessaires, et plus tôt qu'on ne croit. À long terme sans doute une nouvelle tentative de Constitution. Il faut du temps et il y a des urgences. Mais il n'y a pas lieu de paniquer ; on doit agir vite à court terme et progresser par étapes vers des changements plus profonds à moyen terme. Les nations ne s'accordent pas spontanément, il faut envisager plusieurs années et disons clairement, une décennie d'efforts. Les Japonais ne sont pas encore sortis de leur situation de marasme de longue durée malgré leurs magnifiques qualités et solidarités. Mais ils vivent, entreprennent, et espèrent. Pour les jeunes que vous êtes, il n'y a d'autres perspectives que dans l'optimisme de l'action : engagez-vous ; de votre engagement dépendra la réduction du temps nécessaire pour sortir de la crise avec de nouvelles perspectives de développement.

7 – L'Europe doit relever le défi de l'altérité pour participer aux mutations du monde

Le changement du monde va s'accélérer rapidement, d'où de nouvelles pressions sur nous pour aller plus vite. Ce ne sont pas seulement les marchés financiers qui nous obligent à bouger mais surtout la Chine, l'Inde, le Brésil et tant d'autres peuples. On ne mesure pas encore l'impact de cette transformation. Le monde unipolaire, c'est fini. Hier l'Occident était hégémonique, il a colonisé et imposé ses idées et ses techniques. Aujourd'hui, choc en retour et défi de l'altérité : nous devons apprendre des autres. Mais nous ne savons pas encore à quel point cela nous oblige à révolutionner nos systèmes éducatifs et démocratiques. Ainsi par exemple il ne faut pas avoir peur de la Chine, mais apprendre à la connaître et à coopérer avec elle. La Chine est une puissance, elle apprend plus vite que nous et nous devons apprendre d'elle. Elle peut participer dès maintenant à organiser et civiliser la mondialisation, si nous l'y appelons et si nous lui faisons toute sa place, comme à d'autres grandes régions du monde, dans la rénovation des institutions internationales. C'est d'autant plus urgent que des conflits pourraient se développer en raison de l'extrême difficulté à concevoir une nouvelle croissance tout en voulant lutter contre le changement climatique et contre les inégalités sociales : crise des monnaies, crise de l'alimentation, crise de l'eau... menacent déjà et ne pourront être prévenues et surmontées sans l'invention d'une coopération multipolaire et mondiale sans précédent. L'Europe ne doit pas non plus avoir peur d'entreprendre de nouveaux élargissements. Commençons par dissiper l'effet frontières, en faisant d'emblée participer les pays de l'espace euro-méditerranéen et de l'Est de l'Europe à l'élaboration de politiques communes dans des domaines comme l'énergie et l'immigration. Des pays comme la Turquie évidemment, mais aussi la Russie ultérieurement pourraient être des États associés à l'Union européenne, si nous étions capables d'inventer cette notion pour le leur permettre ; et bien entendu s'agissant de la Turquie, la perspective d'intégration complète demeurerait d'autant plus ouverte que nous la lui avons promise, que nos liens auront été préalablement développés dans l'intérêt mutuel et que notre conception de l'Union politique aura progressé.

Conclusion

Récapitulons : une renaissance culturelle qui commence par l'Éducation, une réinvention de la démocratie qui prend appui sur la participation au partage des responsabilités, un nouveau compromis historique européen pour sortir de la crise par une nouvelle croissance durable, la construction d'une confédération européenne plus flexible mais aussi plus solidaire : que de belles tâches devant nous, devant vous.

Il y a une quinzaine d'années, la RATP affichait sur ses panneaux quelques contre-rimes de Jean-Paul Roulet, écrivain du début du xx^e siècle :

« Puisque tes jours n'ont laissé

Qu'un peu de cendre dans la bouche

Avant qu'on ne tende la couche

Où ton cœur dorme, enfin glacé,

Retourne comme au temps passé,

Cueillir près de la dune instable

Le lys que courbe un souffle amer

Et grave ces mots sur le sable :

Le rêve de l'homme est semblable

Aux illusions de la mer. »

Noir, c'était noir ! En ce début du xxi^e siècle nous ne sommes pas retombés dans une telle dépression. Reconnaissons tout ce que nous devons à l'œuvre communautaire sans laquelle jamais de tels progrès des droits de l'homme, de la tolérance, et même de la prospérité n'auraient été possibles. Mais prenons soin de cette Communauté, car d'autres tâches n'attendent pas. Pour l'avenir, essayons de retrouver un peu l'esprit de transcendance et de progrès millénariste qui a inspiré l'Europe. L'Anglais Gerard Winstanley l'exprimait ainsi au milieu du xvii^e siècle :

« Quand l'Humanité sera restaurée et délivrée de la malédiction, et que nous serons habités par la puissance de l'Esprit, alors les autres créatures seront restaurées de la même façon et débarrassées de leurs fardeaux. Ainsi la terre le sera des épines, des ronces et de la stérilité ; l'air et les vents des tempêtes importunes et des miasmes ; les bêtes, de l'agressivité et de la fureur les unes contre les autres. La loi de justice et d'amour s'établira dans toute la création de la plus basse à la plus haute des créatures. Voilà le travail de la restauration ».

CONFRONTATIONS



EUROPE

Créée en 1992, Confrontations Europe est **une association** non partisane qui rassemble des acteurs et des citoyens parce qu'ils sont différents. Dirigeants d'entreprises, syndicalistes, acteurs territoriaux, associatifs et politiques, députés européens, intellectuels et étudiants de plusieurs pays d'Europe, travaillent ensemble autour d'un engagement : **la participation active de la société civile à la construction de l'Europe**. Avec la crise mondiale, l'association propose de consolider l'Union européenne et a l'ambition de mobiliser les citoyens et les acteurs autour d'options de sortie de crise.

L'association, présidée par Claude Fischer, est devenue **un réseau** large de 30 000 lecteurs de *Confrontations Europe la Revue*, **un think tank** européen reconnu à Bruxelles, et **un lobby d'intérêt général** actif auprès des institutions.

Plus d'informations sur le site www.confrontations.org

Liste des publications de l'Option

- | | |
|---|--|
| N° 28 : <i>Énergie nucléaire : le besoin d'une nouvelle impulsion politique de l'Union européenne</i> | N° 16 : <i>Pour une communauté de l'énergie</i> |
| N° 27 : <i>Formation-emploi : choc démographique et sortie de crise</i> | N° 15 : <i>À l'heure de l'euro et du marché financier – Quelle politique de financement en Europe ?</i> |
| N° 26 : <i>Nuclear revival, nuclear safety: challenges for the European Union</i> | N° 13 : <i>Élargissement – La fin de la sécession européenne</i> |
| N° 25 : <i>Solvabilité II - Pour une meilleure protection des assurés en Europe</i> | N° 12 : <i>Former société en Europe</i> |
| N° 24 : <i>Energie/climat - La renaissance du nucléaire, un enjeu pour l'Europe</i> | N° 11 : <i>Pour un contrôle social du cycle du millénaire à l'OMC</i> |
| N° 23 : <i>Les responsabilités des entreprises en Europe. Dialogue social pour la promotion des relations industrielles</i> | N° 10 : <i>La réforme de la formation professionnelle – Pour une nouvelle relation formation-travail</i> |
| N° 22 : <i>La Bosnie-Herzégovine et nous</i> | N° 9 : <i>Les voies nouvelles de la participation en France et en Europe</i> |
| N° 21 : <i>Pour un dialogue industriel européen Une contribution à la Stratégie de Lisbonne</i> | N° 8 : <i>Pour un pacte de stabilité et de développement du secteur bancaire</i> |
| N° 20 : <i>Quand l'Europe s'ouvre aux services publics</i> | N° 7 : <i>Un gouvernement démocratique pour l'euro</i> |
| N° 19 : <i>Vers des identités européennes d'entreprises</i> | N° 6 : <i>Acteurs pour l'emploi</i> |
| N° 18 : <i>Union européenne – Objectifs SIG</i> | N° 5 : <i>Face à la mondialisation – Quelles stratégies des entreprises publiques ?</i> |
| N° 17 : <i>Constitution de l'Union européenne – Pour un nouveau modèle social, économique et culturel</i> | N° 4 : <i>Service public – Renouveau en France, création en Europe</i> |
| | N° 2 et 3 : <i>Une Union politique européenne pour un progrès de nos sociétés</i> |
| | N° 1 : <i>Une citoyenneté européenne</i> |



 Ecole des Ponts ParisTech

Leçons inaugurales de la première année - 2011

→ Philippe Herzog
ancien député européen, conseiller spécial du
Commissaire européen au Marché intérieur et aux services





L'Europe a-t-elle un avenir ?

Mercredi 31 août 2011 - 10h30-12h - amphl Cauchy

